

# Le développement durable

## 1. Définitions

Avant de parler de projet de *développement*, il est important de s'interroger sur le sens du mot *développement*.

### Qu'est-ce que le développement ?

#### Le PIB

Il y a quelques années, on définissait le développement essentiellement à partir de critères économiques. Le principal indicateur de développement était le Produit Intérieur Brut (PIB) mesurant le niveau de production d'un pays. Il est défini comme la valeur totale de la production interne de biens et services au cours d'une année donnée par les agents résidant à l'intérieur du territoire national. On le divise par le nombre d'habitants du pays pour obtenir le PIB par habitant, ce qui permet de comparer les pays entre eux.

(<http://fr.wikipedia.org/wiki/PIB>)

#### l'IDH

Le PIB par habitant n'évalue que la production économique ; il ne donne pas d'information sur le bien-être individuel ou collectif. C'est pourquoi, en 1990, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a introduit l'Indicateur de Développement Humain (IDH).

L'IDH est un indice composite, sans unité, compris entre 0 (exécrable) et 1 (excellent), calculé par la moyenne de trois indices quantifiant respectivement :

- *La santé /longévit*é (mesurées par l'espérance de vie à la naissance), qui permet de mesurer indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une alimentation saine, à l'eau potable, à un logement décent, à une bonne hygiène et aux soins médicaux.
- *Le savoir ou niveau d'éducation*. Il est mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes (pourcentage des 15 ans et plus sachant écrire et comprendre aisément un texte court et simple traitant de la vie quotidienne) et le taux brut de scolarisation (mesure combinée des taux pour le primaire, le secondaire et le supérieur). Il traduit la satisfaction des besoins immatériels tels que la capacité à participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société ;
- *Le niveau de vie* (logarithme du produit intérieur brut par habitant en parité de pouvoir d'achat), afin d'englober les éléments de la qualité de vie qui ne sont pas décrits par les deux premiers indices tels que la mobilité ou l'accès à la culture.

L'IDH est un indice plus intéressant que le PIB car il ajoute la dimension sociale à la dimension économique. Ainsi, d'après les informations recueillies en 2006, la Norvège a un Indice de Développement Humain de 0,969 (très proche du maximum : 1) ; la France un indice de 0,955 ; la Chine de 0,762 ; le Nigéria de 0,449 et la Côte d'Ivoire de 0,431.

([http://fr.wikipedia.org/wiki/Indice\\_de\\_developpement\\_humain](http://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_developpement_humain))

#### Le développement durable

Depuis peu, on a pris conscience que la prospérité matérielle des *pays développés* était basée sur l'utilisation intensive de ressources naturelles finies, et que par conséquent, outre l'économique et le social, un troisième aspect avait été ignoré et négligé : *l'environnement*.

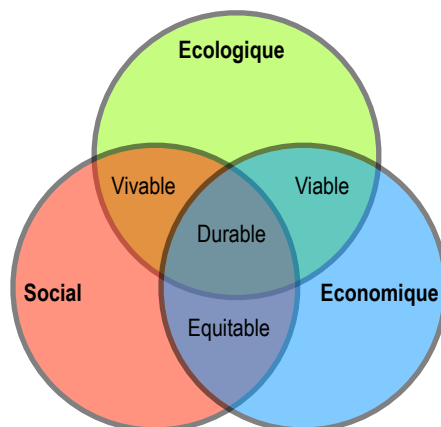
En 1987, la *Commission mondiale sur l'environnement et le développement* (Rapport Brundtland) a introduit le concept de *développement durable* qui tient compte à la fois des trois composantes : l'économique, le social et l'environnement.

Le développement durable est défini ainsi :

«Un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs».

Deux concepts sont inhérents à cette notion :

- le concept de *besoins*, et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité,
- le concept de *capacité limitée de l'environnement* (dans l'état de nos techniques et de notre organisation sociale) à répondre aux besoins actuels et à venir.



Le schéma ci-dessus illustre les trois composantes du développement durable - la composante écologique, la composante sociale et la composante économique - ainsi que leurs interactions :

- L'interaction entre l'écologique et le social définit ce qui est *vivable*
- L'interaction entre l'économique et le social définit ce qui est *équitable*
- L'interaction entre l'écologique et l'économique définit ce qui est *viable*
- Et l'interaction entre les trois composantes définit ce qui est *durable*

Un exemple : si le développement de la production agricole, pour répondre aux besoins de la population actuelle, détruit peu à peu le sol et les ressources en eau, il n'est pas durable et compromet le sort des générations futures.

## Qu'est-ce qu'un projet de développement ?

Le concept de projet a déjà été abordé dans les fiches *Boîte à Outils* «*Le concept de projet*» et «*planifier un projet*». Un projet est une série d'activités visant à réaliser une série d'objectifs - ou résultats à atteindre - clairement spécifiés au terme d'une période de temps donnée et dans le cadre d'un budget défini.

Mais, nous abordons ici un type de projet bien spécifique, *le projet de développement*.

Un projet de développement est une méthode pour *définir et mettre en œuvre un processus de changement en réponse aux besoins d'une communauté*. Ce changement doit répondre aux exigences du développement durable.

Un projet de développement doit identifier :

- Quelles sont les *parties prenantes* (les personnes ou les groupes impliqués dans le projet), depuis le groupe cible primaire jusqu'aux bénéficiaires finaux.
- Comment sont prévus la *coordination*, le *management* et le *financement*.
- Quel est le *système de suivi et d'évaluation* qui permettra de vérifier les résultats atteints au fur et à mesure de l'action.
- Comment sera atteint un niveau approprié d'*analyse financière et économique* permettant d'indiquer que les bénéfices du projet sont supérieurs à ses coûts.

## Relations entre projets, programmes et politiques

Les projets de développement peuvent varier énormément en termes d'objectifs, de portée et d'échelle. Un grand projet peut impliquer des centaines de millions d'euros et durer plusieurs années. Les petits projets impliquent des ressources financières modestes et ne durent que quelques mois. Nous nous plaçons ici dans le cadre des petits projets.

Même si le projet que nous préparons est modeste, il doit tenir compte des priorités de développement du pays et des priorités de la communauté avec laquelle nous voulons travailler.

Dans les pays en développement, le gouvernement et les agences de développement définissent des grands domaines de travail, souvent appelés programmes, afin de mettre en œuvre des priorités politiques dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la lutte contre la pauvreté, etc.

Il est donc important de se renseigner sur les programmes en cours dans la région où nous prévoyons d'intervenir, afin de veiller à ce que le projet que nous souhaitons développer avec la communauté s'inscrive au mieux dans ces priorités politiques et bénéficie de l'appui des autorités locales.

## 2. Les acteurs impliqués

Dans le cadre des projets de développement, on utilise une terminologie spécifique pour désigner les différents acteurs impliqués :

### a. Parties prenantes

Ce sont les individus ou les institutions qui peuvent avoir une influence sur le projet (directement ou indirectement, positivement ou négativement) ou être influencés par le projet (directement ou indirectement, positivement ou négativement).

### b. Bénéficiaires

Ce sont tous ceux qui bénéficient de la mise en œuvre du projet d'une façon ou d'une autre. On peut distinguer dans ce groupe :

- **Les groupes cibles** : ce sont les groupes ou les entités qui seront directement affectés, de manière positive, par le projet au niveau du but du projet.
- **Les bénéficiaires ultimes** : ce sont ceux qui tirent bénéfice des effets induits du projet dans le long terme à un niveau plus large dans la société, par exemple les consommateurs qui ont accès à de meilleurs produits alimentaires à la suite de la réussite d'un projet de développement agricole.
- **Les partenaires du projet** : ce sont ceux qui mettent en œuvre le projet dans le pays (ils sont aussi des *parties prenantes* et peuvent être un *groupe cible*)

## La participation

L'expérience acquise dans les projets de développement montre qu'il est important de faire participer aussi pleinement que possible tous ceux qui sont affectés par le projet. Les projets de développement préparés dans des bureaux d'étude puis imposés aux populations locales sont voués à l'échec.

Beaucoup de coopérants en ont fait la cruelle expérience. Les connaissances scientifiques ou techniques ne suffisent pas pour réussir un projet de développement, il faut d'abord entrer en contact avec la population, au-delà des barrières culturelles et gagner sa confiance pour être en mesure de comprendre vraiment la réalité locale. Le projet de développement ne peut jamais être imposé de l'extérieur. Il doit appartenir aux acteurs locaux.

### Les avantages d'une démarche participative

- Les gens impliqués dans la préparation du projet en ont une meilleure compréhension, ils sont plus désireux de le voir réussir.
- Les gens qui participent se sentent «propriétaires» du projet. Le projet devient leur affaire et ils sont plus motivés.
- La participation renforce les capacités des gens intéressés par le projet.
- Elle les motive à prendre des responsabilités plus grandes en vue de la réussite du projet.
- Elle permet de développer la prise de conscience de la communauté locale sur les problèmes et les possibilités existantes.

- Parce qu'ils sont appelés à participer, les membres de la communauté locale font remonter plus d'informations sur les aspirations et les contraintes locales, qu'elles soient liées à l'environnement, à l'économie, à la culture ou aux problèmes sociaux.
- De ce fait les responsables du projet perçoivent mieux les réalités locales et peuvent conduire le projet de manière mieux adaptée et plus réaliste.

### Les difficultés d'une démarche participative

- Les membres de la communauté locale ont parfois une connaissance limitée des problèmes techniques, il faut investir du temps et des ressources humaines pour leur apporter les informations et les explications nécessaires à leur participation.
- Les intérêts des personnes qui se situent au point le plus bas de la hiérarchie peuvent ne pas être bien représentés, le système de décision dans la communauté locale peut être dominé par les anciens du village, des leaders charismatiques ou des entrepreneurs locaux.
- Le manque de soutien des autorités peut faire échouer la démarche participative.

### Les différents niveaux de participation

Il existe divers niveaux de participation.

Le tableau ci-dessous décrit la progression depuis ce que l'on peut appeler une participation passive jusqu'à la participation volontaire la plus active.

<i>Niveaux de participation</i>	<i>Définition</i>
1. Participation passive	On dit aux gens ce qui va arriver ou ce qui est déjà arrivé. L'administration ou la direction du projet apporte une information unilatérale sans écouter les réponses des gens. Les informations partagées proviennent uniquement des acteurs extérieurs.
2. Participation au recueil d'information	Les gens participent en répondant aux questions que leur posent des enquêteurs en utilisant des questionnaires ou des approches similaires. Les gens n'ont pas la possibilité d'influencer le processus étant donné que les résultats de l'enquête ne sont pas partagés avec eux pour en vérifier la justesse.
3. Participation par consultation	Les gens participent en étant consultés. Des agents extérieurs définissent à la fois les problèmes et les solutions. Ils écoutent le point de vue des gens et peuvent en tenir compte pour introduire des modifications dans leurs conclusions. Un tel processus de consultation ne donne aux gens aucune participation dans la prise de décision et les agents extérieurs n'ont pas l'obligation de tenir compte de l'opinion des gens.
4. Participation contre des avantages matériels	Les gens participent contre des avantages matériels. Par exemple, des journées de travail contre de la nourriture, de l'argent ou d'autres types de primes. La plupart des recherches sur l'agriculture tombent dans cette catégorie : les fermiers apportent leurs champs mais ne sont pas impliqués dans l'expérimentation ou dans le processus d'apprentissage et n'ont aucune motivation à prolonger les activités lorsque la prime n'est plus versée.
5. Participation fonctionnelle	Les gens participent en formant des groupes dans le but d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre du projet, qui peuvent impliquer le développement ou la promotion d'une organisation sociale incitée de l'extérieur. Une telle participation n'intervient pas généralement dans les premières étapes du cycle de projet mais plutôt après que les décisions les plus importantes aient été prises. Les institutions ainsi créées tendent à être dépendantes des agents extérieurs qui ont initié et facilité le projet, mais elles peuvent devenir autonomes.
6. Participation interactive	Les gens participent à des analyses communes qui conduisent à des plans d'action et à la formation de nouvelles institutions locales (comités, syndicats, coopératives) ou au renforcement de celles qui existent déjà. Cela implique des méthodologies interdisciplinaires qui donnent naissance à des perspectives multiples avec l'utilisation de processus d'apprentissages systématiques et structurés. Les groupes ainsi constitués prennent le contrôle de systèmes locaux de décision et de ce fait les gens sont motivés à maintenir les structures et les pratiques mises en place.
7. Mobilisation volontaire	Les gens prennent des initiatives indépendamment des institutions externes

### 3. Les facteurs de réussite d'un projet de développement

L'approche par projets s'est généralisée dans les pratiques de la coopération et de l'aide au développement. Elle correspond bien aux exigences des donateurs qui veulent vérifier que les ressources engagées obtiennent bien des résultats concrets sur le terrain. Mais elle est souvent critiquée pour plusieurs raisons :

- Parfois les communautés locales ne se sentent pas réellement engagées dans le projet qui leur paraît plaqué ou même imposé de l'extérieur ; dans ces conditions les bénéfices du projet ne peuvent être durables.
- La multiplication de différents projets de développement financés par différents donateurs, chacun ayant ses propres exigences en termes de gestion et de rapport entraîne souvent une désorganisation et un gaspillage des efforts au niveau des administrations locales.
- L'approche par projet apporte souvent des ressources nouvelles pour un objectif précis sans se préoccuper suffisamment de développer les capacités des communautés locales à prendre en charge leurs problèmes dans le long terme.

Pour tenir compte de ces critiques, il est important de définir les critères de réussite d'un projet de développement. Un projet de développement doit être : pertinent, faisable, efficace et bien géré. A partir de là, on peut identifier 15 critères de qualité.

<b>Pertinent</b> Le projet répond à des besoins prioritaires bien identifiés	<b>Faisable</b> Le projet est bien préparé et apportera des bénéfices durables aux groupes cibles	<b>Efficace et bien géré</b> Le projet apporte les bénéfices attendus et il est correctement géré
1. Le projet est cohérent avec les priorités du pays 2. Les principales <i>parties prenantes</i> et <i>groupes cibles</i> sont clairement identifiés 3. Les questions d'équité et de capacités institutionnelles ont été analysées et les partenaires locaux se sentent vraiment propriétaires du projet. 4. Les problèmes auxquels le projet doit répondre ont été correctement analysés avec les partenaires locaux. 5. On a pris le temps d'étudier des expériences similaires et d'en tirer les leçons avant de choisir une stratégie d'intervention.	6. Les objectifs (objectifs généraux, but, résultats à atteindre) et le programme de travail (activités) sont clairs et logiques ; ils visent clairement les problèmes et les besoins identifiés. 7. Les ressources nécessaires et les coûts engagés ont été clairement identifiés, le projet est viable sur le plan financier et permettra un retour positif en termes économiques. 8. La coordination du projet, sa conduite et les procédures financières sont clairement définies et sont en mesure de renforcer les capacités institutionnelles et l'implication des partenaires locaux. 9. Le système de suivi et d'évaluation et les procédures d'audit sont établis de manière claire et pratique. 10. Les hypothèses implicites et les risques ont été identifiés et des procédures de gestion des risques bien adaptées ont été mises en place. 11. Le projet est «sain» et durable sur les plans environnemental, technique et social	12. Le projet demeure pertinent et faisable. 13. Les objectifs du projet sont réalisés. 14. Le projet est bien géré par ceux qui sont directement responsable de sa mise en œuvre. 15. Les questions de durabilité sont bien prises en compte.